

LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE : **Un nouveau cadeau fiscal** **pour les plus aisés**



Décidément, le quinquennat de Nicolas Sarkozy sera bien celui de l'injustice. La législature se termine comme elle a commencé : avec des cadeaux fiscaux pour les plus fortunés. C'est d'autant plus scandaleux que la France traverse une crise économique et sociale sans précédent et que le pouvoir d'achat des Français régresse.

La réforme de l'ISF proposée par la majorité n'est en effet rien d'autre qu'un nouvel avantage fiscal accordé aux plus riches. Ils perdent certes les 800 millions d'euros du bouclier fiscal, mais pour se voir offrir plus du double (1,8 milliard) en nouvelle ristourne à travers le rehaussement de 800 000 euros à 1,3 million d'euros du seuil de taxation et la baisse des taux de l'ISF. Non seulement les anciens bénéficiaires du bouclier fiscal seront largement bénéficiaires en payant moins d'ISF, mais ils pourront en plus cumuler les deux avantages jusqu'en 2012.

Les 1 900 ménages possédant un patrimoine supérieur à 17 millions d'euros vont voir leur ISF réduit en moyenne de 370 000 euros.

Qui peut croire à la fable du gouvernement sur une réforme qui serait à l'avantage des classes moyennes ?

Alors que les Français dans leur ensemble subissent les effets d'une politique d'austérité mêlant recul des services publics, déremboursements et hausse des taxes, cette réforme est particulièrement choquante.

Il est grand temps d'engager une véritable réforme fiscale pour notre pays comme le propose le Parti socialiste avec un impôt plus progressif, débarrassé des niches fiscales, plus simple, plus clair et plus juste. Depuis plusieurs mois, nous avons élaboré des propositions : fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu pour une plus grande progressivité, plafonnement des niches fiscales, alignement de la fiscalité des revenus du patrimoine sur celle des salaires, plus grande progressivité de l'ISF, notamment.

L'AGENDA

28 juin
▶ Ouverture des candidatures aux Primaires

13 juillet
▶ Clôture des candidatures aux Primaires

26-27-28 août
▶ Événement
Université d'été de La Rochelle



L'info en continu

Marie-Pierre de la Gontrie, 31/05/11

Garde à vue

« Après avoir jugé le 15 avril dernier que les exigences européennes devaient s'appliquer immédiatement à la procédure de garde à vue, la Cour de cassation vient de décider que les gardes à vue antérieures à cette date pouvaient être contestées. Cette situation souligne l'inconséquence du gouvernement de Nicolas Sarkozy qui, en niant avec obstination la nécessité d'une réforme de la garde à vue, place un grand nombre de procédures dans une situation d'instabilité juridique. »

Germinal Peiro, 1/06/11

Sécheresse

« La sécheresse exceptionnelle qui sévit depuis plusieurs semaines sur la moitié des départements français a déjà provoqué des dégâts irréversibles. Les éleveurs sont nombreux à devoir abattre des troupeaux qu'ils ne sont plus en capacité de nourrir. Le PS exige que le gouvernement verse une aide d'urgence au secteur de l'élevage, qu'il prenne des dispositions pour faciliter la réorientation des deux millions de tonnes de céréales destinées à la production de bioéthanol vers l'alimentation animale, et qu'enfin il encadre les prix de l'alimentation du bétail. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

30 000

BUREAU NATIONAL

C'est le nombre d'exemplaires du *Changement*, projet de Parti socialiste pour 2010 paru chez Odile Jacob, qui ont été vendus en un mois. Preuve que les Français s'intéressent à ce que les socialistes ont à leur proposer pour la France dès 2012

Taxe sur les transactions financières

Dans le cadre de la campagne lancée par le Parti socialiste européen (PSE) appelant à la mise en œuvre coordonnée au niveau national et européen d'une taxation sur les transactions financières, les groupes parlementaires SRC à l'Assemblée nationale et SPD au Bundestag appellent instamment à sa mise en œuvre dès l'automne 2011. La crise financière a révélé des dysfonctionnements majeurs auxquels il convient de remédier sans plus attendre. L'introduction d'une telle taxe aura au moins trois effets vertueux :

- contribuer à la transparence des marchés financiers ;
- dissuader certains mouvements spéculatifs ;
- doter les États membres de l'Union européenne, et éventuellement l'UE elle-même, d'une recette budgétaire supplémentaire.

Si des oppositions persistent au niveau européen, les États membres qui souhaitent aller de l'avant ne doivent pas en être empêchés. C'est pour cela que le Parti socialiste a déposé le 9 juin une proposition de résolution recommandant au gouvernement de présenter de manière conjointe avec le gouvernement allemand et nos partenaires européens volontaires, au plus tard lors du premier Conseil européen de l'automne 2011, une proposition législative

visant à introduire une taxe sur les transactions financières qui contiendrait les éléments suivants :

- une assiette de la taxe sur les transactions financières englobant toutes les transactions boursières et non boursières, titres, obligations, et produits dérivés de même que toutes les transactions sur le marché monétaire ;
- toutes les transactions seraient taxées avec un taux de 0,05 % du volume d'échange correspondant ;
- les recettes de la taxe sur les transactions financières pourraient être affectées aux budgets nationaux, à la réduction des déficits, au financement de grands projets et au financement de l'aide aux pays en développement et leur adaptation au réchauffement climatique ;
- la proposition législative doit être configurée de telle manière qu'elle puisse être introduite au niveau de l'Union européenne et si besoin d'abord au niveau de la zone euro ou d'un groupe de plusieurs États membres.

« Les citoyens attendent des gouvernements une telle initiative qui n'a que trop tardée, a conclu le BN du Parti socialiste, il est temps d'agir. »

Gilad Shalit

Cinq ans après la capture de Gilad Shalit par des groupes armés proches du Hamas, c'est avec une grande émotion que la Première secrétaire du Parti socialiste,

Martine Aubry, et le Secrétaire national à l'international, Jean-Christophe Cambadélis, ont rencontré Noam Shalit, le père de notre jeune compatriote franco-israélien. Le Parti socialiste a exprimé à Noam Shalit sa pleine solidarité face à cette terrible épreuve traversée par sa famille au courage et à la dignité exemplaires. Il a réitéré sa demande de libération immédiate de Gilad Shalit, portée notamment au quotidien par de nombreuses collectivités territoriales dirigées par les socialistes. « Personne ne peut être indifférent face au drame vécu par la famille et les proches de Gilad Shalit. Sans nouvelles, ils vivent dans l'angoisse. Alors qu'ils attendent depuis cinq ans de revoir leur fils, le poids des jours est de plus en plus difficile à supporter pour ses parents », a déclaré le PS réuni en Bureau national.

Le Parti socialiste demande que un droit de visite soit accordé dès maintenant au Comité international de la Croix-Rouge, conformément au droit humanitaire international. Le Parti socialiste soutient les démarches des autorités françaises et internationales en vue de la libération de Gilad Shalit et mobilisera tous ses contacts dans la région pour faire passer des messages de responsabilité à tous ceux qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, contribuer à sa libération.

RENCONTRES DU CHANGEMENT

Metz, ville du changement

Martine Aubry et Bertrand Delanoë ont fait étape à Metz lundi dernier à l'occasion des Rencontres du changement. Tous deux ont rendu hommage au maire de la ville, Dominique Gros et loué le dynamisme de Metz, « une ville qui bouge, qui devient attractive », a souligné la Première secrétaire, évoquant notamment l'expérience de décentralisation culturelle menée à travers le

Centre Pompidou-Metz. « Beaucoup d'idée des socialistes viennent des régions », a-t-elle assuré. Devant quelque 800 personnes, au côté de Martine Aubry, Bertrand Delanoë a évoqué « son envie d'aller dans toute la France » pour présenter le projet PS pour 2012, mais aussi pour « dire aux Français que c'est bien leur vie qui a inspiré le projet ». « Ce projet est le fruit de nos convictions, de nos énergies et

de nos compétences que nous avons mêlées entre elles », a-t-il lancé. Éducation, services publics, santé, logement, émigration... après avoir longuement détaillé les différentes propositions socialistes et répondu aux questions de la salle, la Première secrétaire a promis : « Nous ferons bouger la France qu'on aime. » Avant de conclure : « mais seulement si les Français nous aident. »

Unanimité aux Lilas

Rarement le gymnase Liberté aura connu pareille affluence. Plus de 500 personnes s'y étaient massées malgré la touffeur orageuse de cette fin mai. Pourvue d'un chihuahua riquiqui, Delphine, 22 ans, est venue « par pure curiosité ». Cette aide médico-psychologique n'a « pas pris le temps de lire le projet », mais attend « avec impatience les propositions socialistes sur la santé ».

« Mamie noisette », une retraitée pantinoise, a elle aussi fait le déplacement. Après avoir subi cinq vols à l'arraché, elle « attend avec impatience de savoir ce que le PS a à dire sur la sécurité ». Jérôme et Rachel se sont installés dans un coin avec leur précieux fardeau : un nourrisson de quelques mois à peine. « J'ai envie de voter pour des gens qui m'assurent qu'il y

aura moins d'inégalités, qu'on n'aura pas à se demander si on aura les moyens d'élever un enfant », assure Jérôme. Pour son premier meeting, ce « socialiste bon teint », comme il se définit, espère retrouver « les notions de partage, de solidarité qu'on ne retrouve pas chez Nicolas Sarkozy, dans le discours de Martine Aubry ». Une attente forte partagée par Corinne, enseignante aux Lilas, venue elle aussi en famille, « parce que c'est important de sensibiliser les enfants très tôt à la politique » et qui se dit « très inquiète par rapport à l'avenir, notamment pour l'éducation ». Les préoccupations diverses d'un public pluriel auquel la Première secrétaire du PS a



présenté le projet socialiste adopté à l'unanimité quelques jours auparavant en Convention nationale. « Ici on vient de 150 pays, s'est exclamé Claude Bartolone, député de la Seine-Saint-Denis et président du Conseil général, et on est de toutes les couleurs, de toutes les religions ! » « Notre projet, nous l'avons préparé pour tout le monde pour qu'il réconcilie la France avec ce qu'elle a de meilleur en elle, c'est-à-dire la République », a martelé Martine Aubry. « Nous avons tous à la fois le sentiment que nous avons une responsabilité forte pour 2012. » Après s'être prêtée au jeu des questions nourries du public, la Première secrétaire du PS a lancé : « Quoi qu'il se passe, nous serons unis pour porter le projet des socialistes. Je m'en porte garante, mais nous avons besoin de vous ! » Nul doute que dans « le département le plus jeune et le plus pauvre de France », comme l'a défini Claude Bartolone, cette promesse a été entendue.



SUR MA PILE

Faire bouger la réalité

Préfacé par son « camarade de route » Bertrand Delanoë, l'ouvrage de George Pau-Langevin *Représenter le peuple français* relate le parcours de la députée de Paris. De sa jeunesse en Guadeloupe à son adhésion au Parti socialiste et son arrivée dans le XX^e arrondissement parisien, celui-là même qu'elle représente aujourd'hui. Elle y raconte la trajectoire de la première candidate « issue de la diversité » à avoir accédé à la députation. Figure emblématique des ultramarins, elle milite pour l'égalité entre les individus, pour que « la

diversité de la société française soit mise en valeur [...] dans les symboles et dans les faits, pas uniquement sur les terrains de sport ou dans les salles de spectacles, mais aussi et surtout dans la représentation nationale ». À travers son livre, George Pau-Langevin témoigne de sa foi en « la force des équipes et de l'action collective [...] pour faire bouger la réalité. »

► *Représenter le peuple français*, George Pau-Langevin, préface de Bertrand Delanoë, Éditions Dittmar, 240 pages, 15 euros



L'info en continu

Pierre Moscovici, 7/06/11

Pression

« Ce rapport, selon lequel 80 000 peines de prison sont en attente d'exécution, souligne en creux l'échec de Sarkozy sur la justice. Si on a une police sous pression, on a aussi une justice sous pression, une justice à qui on ne donne pas les moyens de faire son travail. Donnons aux magistrats les moyens de faire leur travail. Soyons capables aussi d'avoir une humanisation des peines. »

Benoît Hamon, 7/06/11

Nucléaire

« La position officielle du PS est que nous ne pouvons pas dépendre autant du nucléaire - qui couvrent aujourd'hui 75 % de nos besoins électriques - et nous considérons qu'il est temps de sortir de cette dépendance. La question du rythme et de ce que sera l'étendue du plan de sortie dépendra de notre capacité à bâtir une vraie filière industrielle de l'énergie renouvelable. »

Martine Aubry, 7/06/11

Syrie

« Il ne faut pas abandonner le peuple syrien. Plus 1 000 personnes ont été tuées depuis le 15 mars, plusieurs milliers arrêtées arbitrairement, des fosses communes découvertes, les tortures continuent malgré les engagements du régime : la communauté internationale doit agir avec la plus grande fermeté pour protéger le peuple syrien du régime de Bachar Al-Assad. Je demande à nouveau que la Cour pénale internationale soit saisie sans délai par le Conseil de sécurité de l'ONU. »





UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE DU 26 AU 28 AOÛT 2011



Plus facile et plus rapide : inscrivez-vous en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete

Bulletin d'inscription

Espace l'Encan – Quai Louis Prunier
Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 26 août à 13 h

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

email

Tél

- Entrée simple : 50 € (hors repas, transport et hébergement)
- Entrée avec repas le samedi midi (buffet) : 58€
- Entrée avec repas du samedi soir (dîner servi assis et soirée festive) : 68 €
- Entrée avec les deux repas : 75 €

Total : €

Pour le co-voiturage et la réservation de la chambre d'hôtel, rendez-vous sur le site du Parti socialiste

Bulletin d'inscription à retourner accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2011 »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Pour tout renseignement, s'adresser à Lunise Marquis au 01 45 56 75 18